



Déclaration liminaire de la FSU

FS-SSCT du 04 octobre 2024

Département du Nord

Monsieur le Président de la FS-SSCTD 59,

Cette rentrée marque une étape supplémentaire dans la dégradation du service public d'Éducation et le bricolage institutionnalisé. La crise de recrutement s'enracine, et concerne aussi désormais toutes les catégories de personnels comme les AESH et les AED. C'est à bout de bras mais à bout de souffle que l'ensemble des personnels tiennent l'École. Les sujets de mécontentement et de mal-être ne manquent pas. En premier lieu, c'est l'impression de mépris envers des personnels qui pourtant ne ménagent pas leur investissement qui domine.

Les personnels se sentent méprisés quand on leur impose un gouvernement ultra libéral qui leur annonce une austérité et un budget qui devrait faire des coupes sombres dans la fonction publique.

Les personnels se sentent méprisés par la nomination, après avoir connu cinq ministres en deux ans, d'une ministre qui ignore tout de L'Éducation Nationale.

Les personnels se sentent méprisés par une rémunération qui stagne depuis des années entraînant une perte de pouvoir d'achat et un déclassement.

Alors même qu'il faudrait augmenter le point d'indice pour mettre fin aux difficultés de recrutement, aucune nouvelle mesure salariale n'est annoncée pour 2024 et 2025.

Les personnels se sentent méprisés quand ils n'obtiennent pas une mutation ou une promotion et que leur administration est incapable de leur donner les éléments d'explication qu'ils demandent.

Les personnels se sentent méprisés quand on leur impose des réformes qu'ils contestent parce qu'ils les savent inutiles ou néfastes pour leurs élèves: choc des savoirs, multiplication des évaluations nationales, groupes de niveau en collège, programmes en lycée, réforme de la voie pro, uniformes...

Sans surprise, la réforme du "choc des savoirs" voulue par les ministres démissionnaires Attal et Belloubet se fracasse contre la réalité du terrain: la mesure-phare des groupes de niveau n'est pas appliquée dans la majorité des collèges et désorganise, là où elle est appliquée, le fonctionnement des établissements faute de moyens de remplacement suffisants.

A cela s'ajoute dans le département du Nord une baisse des dotations générales de fonctionnement de 7 millions d'euros pour le budget des collèges du Département en 2025, ce qui va encore dégrader davantage les conditions de travail .

Les personnels de l'Éducation Nationale sont fatigués de subir cette maltraitance. Les fiches RSST concernant les RPS se multiplient montrant la souffrance au travail, le mal-être des personnels. Les sujets qui reviennent souvent sont l'absence de soutien de la hiérarchie, la brutalité des usagers et l'accueil des élèves à besoins éducatifs particuliers. A ce sujet, un rapport rédigé par la délégation de feu le CHSCTD59 en 2018 avait émis un certain nombre de préconisations. Il serait sans doute nécessaire de réaliser un retour d'expérience de ce rapport, les conditions ne semblant pas s'être améliorées.

La lecture des fiches montre également que certains personnels ne sachant pas où trouver de solutions ou de soutien sont parfois maladroits dans leur rédaction. Il ne faudrait pas que cela entraîne un renforcement délétère sauf à vouloir réduire l'expression de ce mal-être et au risque d'annuler le rôle de prévention joué par le registre.

Il est indispensable que les personnels retrouvent du sens à leur travail au service de tous les jeunes, au sein d'un système éducatif plus démocratique et vecteur d'émancipation pour toutes et tous. Cela ne se fera qu'en améliorant les conditions de travail et la protection de la santé et de la sécurité des personnels, c'est ce à quoi la FSU reste attachée dans cette instance.